

Occupation des territoires palestiniens

BOUKADOUM : «LE CONSEIL DE SÉCURITÉ DOIT ADOPTER UNE POSITION FERME»

Page 5

LE JEUNE
INDÉPENDANT

N° 6993 LUNDI 17 MAI 2021

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

JUSTICE

Tayeb Louh et Khalida Toumi bientôt devant les juges

Page 3

CONSEIL DES MINISTRES

RÉOUVERTURE PARTIELLE DES FRONTIÈRES DÉBUT JUIN

Le Conseil des ministres, réuni hier dimanche sous la présidence du président de la République, M.Abdelmadjid Tebboune, a approuvé une décision relative à la réouverture des frontières "dès début juin prochain", indique un communiqué du Conseil des ministres.
Un plan de cinq vols quotidiens de et vers les aéroports d'Alger, de Constantine et d'Oran a été proposé pour marquer la réouverture des frontières, fermées depuis plus d'un an, et ce, dans le "strict respect" des mesures préventives contre le coronavirus (Covid-19).
Page 24



ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

La campagne électorale débutera ce jeudi

Page 3

ANNABA ET EL-TARF

Le tourisme comme nouveau modèle économique

Page 4

BAPTISÉ «PHOENIX EXPRESS 2021»

L'Algérie participe à un exercice naval militaire en Tunisie

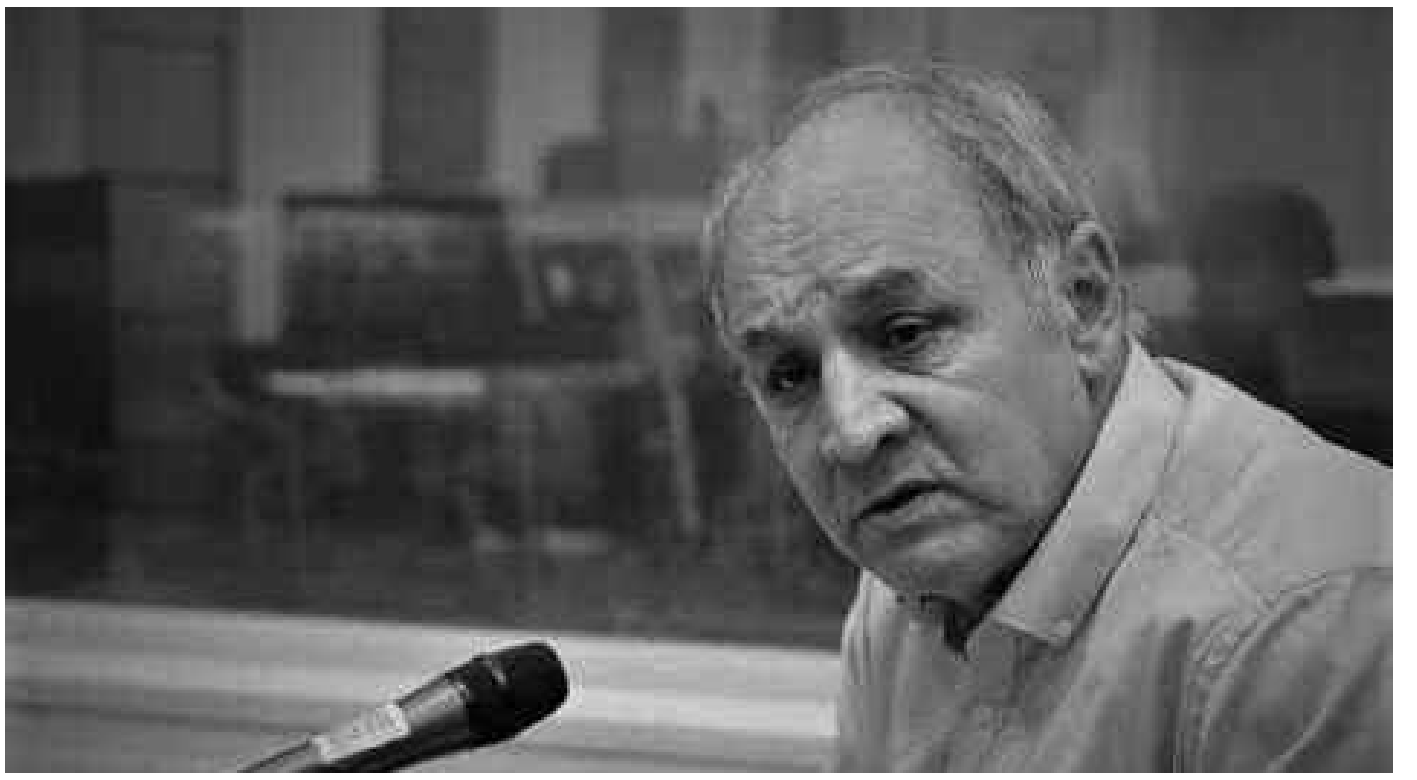
Page 3

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 20 DA, FRANCE 1 EURO

RÉOUVERTURE DES FRONTIÈRES

Berkani : «Elle doit être conditionnée par des mesures sanitaires strictes»

L'Algérie se dirige vers l'ouverture des frontières, du moins progressivement. Un état de fait qui devrait être accompagné par des mesures sanitaires strictes pour éviter la propagation du coronavirus.



Alors qu'un intérêt particulier est accordé à la décision du Conseil des ministres qui tranchera la question de l'ouverture des frontières, les scientifiques insistent sur l'importance de respecter le protocole sanitaire au niveau des zones de transit pour éviter la propagation du coronavirus dans le pays, lequel se trouve dans une «situation sanitaire appréciable». Membre du Conseil scientifique, le Dr Mohamed Bekkat Berkani a affirmé que «l'ouverture des frontières doit être conditionnée par des mesures sanitaires strictes», signalant les règles établies par le comité scientifique. «On a établi des règles sanitaires d'accès à notre territoire très précises afin d'éviter la propagation du coronavirus, notamment les tests PCR et antigéniques pour chaque voyageur à l'arrivée. En cas de positivité, un confinement concernant la personne est obligatoire», a-t-il précisé. Interrogé sur l'efficacité de ces mesures, il a affirmé que «ce sont des règles qui sont internationales», signalant la nécessité de présenter les résultats d'un test Covid-19 PCR négatif de moins de 36 heures au lieu de 72 heures. «Ces deux moyens offriront plus de sûreté et permettront de savoir que la personne ne porte pas le virus», a estimé le Dr Bekkat Berkani, qui s'est exprimé hier sur les ondes de la Chaîne 3. Il incombe donc aux compagnies aériennes et maritimes la responsabilité de veiller à la sécurité sanitaire de tous les voyageurs dans les espaces de transit ou dans les aéronefs.

Les compagnies assurant le transport des voyageurs, a-t-il précisé, ont la responsabilité de gérer les endroits de transit et de définir des protocoles d'accès, à l'instar de la mise à disposition des passagers du gel hydroalcoolique, d'exiger le port du masque ainsi que de faire respecter la distanciation physique, en sus de l'aération des locaux. «Les mesures barrière sont une obligation. Il faut les appliquer car nous sommes toujours en situation d'alerte sanitaire», a-t-il souligné. Un contrôle strict devrait donc être appliqué, notamment au niveau des aéroports, sachant que la non-application rigoureuse du protocole sanitaire a fait que l'Algérie a importé les nouveaux variants du coronavirus, notamment indien. Le variant a été détecté, rappelons-le, sur des ressortissants indiens travaillant dans le secteur du bâtiment dans la wilaya de Tipasa.

Pour ce qui est de la décision d'ouvrir les frontières et ses modalités, l'invité de la rédaction de la Chaîne 3 a indiqué que la décision est du ressort du président de la République, lequel examinera la possibilité de la réouverture des frontières selon, probablement, des priorités à établir, qui sont des prérogatives des autorités nationales. L'intervenant a néanmoins estimé que l'ouverture des frontières se fera de manière progressive et que la priorité sera donnée au retour des ressortissants algériens coincés dans plusieurs pays comme la France, à l'image des étudiants, des personnes en fin de traitement, ceux qui rentrent aussi pour des raisons sociales et, probablement, a-t-il enchaîné, les départs, d'autant qu'il y a des gens qui doivent partir pour des soins, des travailleurs sous contrat, etc. Le ministre de la Santé s'est lui aussi, dans la matinée, exprimé sur l'ouverture des frontières. Interrogé sur la question, Abderrahmane Benbouzid a affirmé que la décision appartient au président de la République et que le comité scientifique qu'il préside a donné des recommandations pour une éventuelle ouverture des frontières.

Un retour à la vie normale est donc à envisager. Selon le Dr Bekkat, il faut déconfiner progressivement mais, surtout, garder toujours à l'esprit que le virus est là parmi nous et qu'il circule. Raison pour laquelle il ne faut pas baisser la garde.

Lilia Aït Akli

SERVICES DES URGENCES DES POLYCLINIQUES

Benbouzid met l'accent sur la nécessité d'améliorer les prestations

LE MINISTRE de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid a mis l'accent, dimanche à Alger, sur la nécessité d'améliorer les prestations sanitaires dans les services des urgences, notamment dans les polycliniques. S'exprimant en marge d'une visite dans des structures de santé à Alger, le ministre qui était accompagné du wali d'Alger, Youcef Chorfa a souligné la «nécessité d'améliorer les prestations sanitaires dispensées dans les services des urgences, notamment dans les polycliniques étant la première destination du malade et la structure sanitaire la plus proche de son lieu de résidence». M.Benbouzid qui inaugurait le service des urgences de la Polyclinique 5 juillet à Bab Ezzouar, a indiqué que son département «oeuvre à améliorer les services des urgences au niveau des polycliniques en les dotant de toutes les spécialités et des moyens humains et matériels, notamment de laboratoires et de services de radiologie pour une meilleure prise en charge des patients».

Au Centre hospitalo-universitaire (CHU) Mustapha Pacha, le ministre a inauguré l'unité de triage médical des urgences, estimant qu'elle permettra une meilleure maitrise de la situation en cas d'affluence importante des malades».

Il a réaffirmé, par ailleurs, l'importance de «réserver une entrée aux cas urgents en vue d'éviter l'encombrement enregistré au niveau des entrées du CHU situé au cœur d'Alger». Au niveau du même CHU, M. Benbouzid s'est enquis du taux d'avancement des travaux de réhabilitation du service de radiologie qui a été doté d'équipements médicaux sophistiqués, ce qui permettra, selon le ministre, de «prendre en charge un nombre important des cas difficiles transférés auparavant à l'étranger».

Concernant la réouverture des frontières, le ministre a souligné que «la décision de réouverture des frontières terrestres et aériennes relève des prérogatives du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune». «Le rôle du ministère consiste à fournir des informations sur la situation épidémiologique due à la pandémie de Covid-19 ainsi que la propagation des nouveaux variants et la proposition de protocoles sanitaires appropriés pour un meilleur contrôle de la propagation de la pandémie».

La réunion périodique du Conseil des ministres prévue ce dimanche sera consacrée à «l'examen et à l'adoption de plusieurs ordonnances et décrets concernant les secteurs des Finances, des Affaires étrangères, de l'Energie et des Mines, du Commerce, des Travaux publics et de la Transition énergétique, ainsi qu'à l'examen de l'ouverture des frontières terrestres et aériennes», avait indiqué la présidence de la République dans un communiqué.

M. D.

117 NOUVEAUX CAS, 108 GUÉRISONS ET 8 DÉCÈS EN 24H

117 NOUVEAUX cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 108 guérisons et 8 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, indique dimanche un communiqué du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière.

Le total des cas confirmés de Coronavirus s'élève ainsi à 125.311 , dont 117 nouveaux cas, celui des décès à 3.374 cas, alors que le nombre de patients guéris a atteint 87.359 cas, précise le communiqué, ajoutant que 22 patients sont actuellement en soins intensifs.

En outre, 31 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 14 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, alors que 3 wilayas ont recensé plus de 10 cas.

Le ministère de la Santé rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du confinement et du port du masque.

S. N.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

La campagne électorale débutera ce jeudi

C'est jeudi prochain que la campagne électorale pour les législatives du 12 juin 2021 débutera officiellement. Elle doit s'achever trois jours avant le jour J, en sachant qu'elle est déclarée ouverte 23 jours avant la date du scrutin, selon les dispositifs de la nouvelle loi organique relative au régime électoral (ordonnance 21-01 du 10 mars 2021).



Bien qu'elle énonce que «nul ne peut, par quelque moyen et sous quelque forme que ce soit» faire campagne, en dehors de la période prévue par la loi et que tout candidat aux élections «bénéficie d'un accès équitable aux médias audiovisuels autorisés, en application de la législation et de la réglementation en vigueur», cette ordonnance est déjà largement dépassée par la nouvelle réalité virtuelle. Le digital et les réseaux sociaux ont complètement changé la donne.

Déjà, certains candidats ou des listes ont lancé leur campagne, dés l'obtention de la validation de l'Autorité nationale indépendante des élections. Dans cet espace immense des réseaux sociaux, rien ne les arrête, ni une administration, ni une structure d'inspection, ni un manque d'argent, ni un public hostile, ni demande d'autorisation. Et aux dires de plusieurs candidats, il semble bien que la bataille électorale, cette fois ci, sera différente dans le registre de la communication, de la publicité et de l'information. Les partis eux-mêmes se sont adaptés, en abandonnant les vieilles traditions de meetings, optant pour une campagne exclusivement orientée vers les réseaux sociaux. Les seuls meetings prévus pour les grands partis politiques seront organisés dans les grandes villes du pays, selon les directives du protocole sanitaire, bonifiés par la présence du leader du parti. Ainsi, selon des informations encore éparses, le FLN, le RND ou encore le Mouvement Mostakbel, se contenteront d'une dizaine de meetings ou rassemblements. Pas plus. Chez le MSP de Makri, c'est la même tendance, malgré que la direction soit aigrie et en colère par rapport aux rejets de plus de la moitié de ces listes de candidatures par l'ANIE de Charfi.

En fait, il semble bien que ce sont les indépendants qui vont exploiter à outrance cette nouvelle possibilité, en investissant dans le facebook et ses dérivés. Une possibilité qui les rendent sur un même pied d'égalité avec des partis politiques, bien mieux organisés et dotés de bureaux locaux, d'expertise électorales et surtout de moyens. Ainsi, selon un candidat d'une liste d'indépendants à Blida nous dit que sa campagne va se résumer à des sorties de proximité, des visites sur le terrain, durant la journée. Alors que la soirée sera consacrée à la diffusion de posts dans leurs murs. Selon lui, les salles seraient inutiles, sauf peut-être le dernier week-end de la campagne, où il est question d'organiser un rassemblement dans le chef-lieu de la wilaya.

Mais, alors à quoi sert l'ANIE dans cette campagne électorale qui semble lui échapper? Quel est le champs d'intervention de cette instance? Pour un représentant régional de cette structure, le rôle de l'Autorité est encore déterminant cette fois, contrairement aux précédents scrutins, comme le référendum constitutionnel. Selon ses assertions, la loi confère à l'ANIE des missions importantes de supervision et de contrôle dans un autre registre, bien que ces candidats fassent leurs campagnes électorales dans les réseaux sociaux.

Que dit la loi ? Que tout candidat ou personne qui participe à une campagne électorale doit s'abstenir de tenir tout discours haineux et toute forme de discrimination, et que l'utilisation de langues étrangères durant la campagne électorale est interdite.

Le texte de loi interdit, en outre, l'utilisation de tout précédé publicitaire commercial à des fins de propagande durant la période de la campagne électorale ainsi que la diffusion et la publication de sondage portant sur les intentions de vote des électeurs 72 heures avant la date du scrutin sur le territoire national et 5 jours pour la communauté nationale établie à l'étranger.

Toujours dans le cadre de ces dispositifs du régime électoral, la loi prévoit, par ailleurs, qu'il est, entre autre, interdit, sauf dispositions législatives contraires, «l'utilisation à des fins de propagande électorale, des biens ou moyens d'une personne morale publique ou privée, institution ou organisme publics».

«Est interdite à des fins de propagande électorale, l'utilisation, sous quelque forme que ce soit, des lieux de culte, des institutions et administrations publiques, ainsi que des établissements d'éducation, d'enseignement et de formation, quelle que soit leur nature ou appartenance», prévient la loi.

Mohamed Kouini

JUSTICE

Tayeb Louh et Khalida Toumi bientôt devant les juges

LES AFFAIRES des deux ex-ministres Tayeb Louh et Khalida Toumi lesquels ont géré les secteurs de la justice et de la culture pendant plus de dix ans au temps du Président de la République déchu Abdelaziz Bouteflika, seraient programmées lors de la prochaine session criminelle, a appris ce dimanche le Jeune Indépendant de source judiciaire. Ils devraient comparaître devant le tribunal criminel de la première instance de Dar El Beida et puis devant celui de la deuxième instance de la cour d'Alger, a précisé la même source. Les deux ex-ministres incarcérés respectivement à l'établissement pénitentiaire de Koléa et celui d'El Harrach sont poursuivis dans des affaires liées à la malversation et à la corruption. Les deux incriminés sont inculpés en matière criminelle pour trafic d'influence et abus d'autorité. Ils sont également inculpés chacun dans le secteur qu'il gérait pour détournement et dilapidation de deniers publics et conclusion de marchés publics non réglementés, selon les dossies Les deux ex-ministres sont tenus responsables d'avoir dilapidé des sommes faramineuses en dinars et en euros. Tayeb Louh dans le cadre de l'acquisition de pas moins de 1000 bracelets électroniques qui se sont avérés défectueux et son ancienne collègue Khalida Toumi dans le cadre des manifestations Alger capitale de la culture Arabe et Tlemcen capitale de la culture Islamique avec la fameuse «Khaima géante» dont la trace n'a jamais été trouvé au lendemain de la clôture de l'évènement. Les demandes de libertés provisoires déposées par leurs avocats au niveau de l'instruction judiciaire et la chambre d'accusation de la cour d'Alger ont été rejetées à deux reprises. L'ex-ministre de la justice et garde des sceaux Tayeb Louh est aussi inculpé pour avoir donné des directives et des ordres à des magistrats pour rendre des jugements de complaisance et de partialité en faveur de ses connaissances et de son entourage et surtout sur les pressions exercées sur le procureur général de la cour de Tipasa décédé Kharabi Brahim lorsque l'ancienne présidente Boukharssa Fatiha était à la tête de cette juridiction.

Le défunt a été évacué en urgence à l'hôpital de la ville et depuis son état de santé s'est nettement dégradé avant qu'il ne soit contaminé au Covid-19.

Redouane Hannachi

BAPTISÉ «PHOENIX EXPRESS 2021»

L'Algérie participe à un exercice naval militaire en Tunisie

LES FORCES navales algériennes prendront part du 16 au 28 à l'exercice naval militaire «Phoenix Express 2021» qui aura lieu à la base navale de La Goulette en Tunisie.

L'exercice Phoenix Express 2021 est parrainé par le Commandement des États-Unis pour l'Afrique (AFRICOM) et conçu pour améliorer la coopération régionale, la connaissance du domaine maritime (MDA), les pratiques de partage de l'information et l'expertise en matière d'interdiction tactique afin de renforcer les efforts opérationnels collectifs visant à assurer la sûreté et la sécurité en mer Méditerranée.

Le groupe de contrôle de l'exercice de cette année a pris ses quartiers à la base navale de La Goulette à Tunis. La partie en mer de l'exercice permettra de tester les capacités des forces maritimes nord-africaines, européennes et américaines à répondre à la migration irrégulière et à lutter contre le trafic illicite et la circulation de biens et de matériaux illégaux.

130 officiers de 13 pays opéreront ensemble jusqu'au 28 mai. Ce sont la Tunisie, l'Algérie, la Belgique, l'Égypte, la France, la Grèce, l'Italie, la Libye, Malte, la Mauritanie, le Maroc, l'Espagne et les États-Unis. Face à la situation sanitaire dans le pays, un protocole sanitaire a été mis au point pour prévenir la propagation de la COVID-19 et préserver la sécurité des participants.

L'exercice Phoenix Express est l'un des trois exercices maritimes régionaux exécutés par les U.S. Naval Forces Africa (NAVAF) dans le cadre d'une stratégie globale visant à offrir des possibilités de collaboration entre les forces africaines et les partenaires internationaux afin de répondre aux préoccupations en matière de sécurité maritime. L'U.S. Naval Forces Europe-Africa/U.S. Sixth Fleet, dont le quartier général se trouve à Naples, en Italie, mène toute la gamme des opérations interarmées et navales, souvent de concert avec des partenaires alliés et interagences, afin de promouvoir les intérêts nationaux des États-Unis ainsi que la sécurité et la stabilité en Europe et en Afrique.

Nassim Mecheri

COLZA

Lancement de la campagne moisson battage au courant de la semaine

LA PREMIÈRE campagne nationale moisson battage du colza 2020/2021 sera lancée à partir de la semaine en cours dans plusieurs wilayas du pays, a indiqué dimanche un communiqué du ministère de l'Agriculture et du développement rural (MADR). Le coup d'envoi de la campagne sera donné demain lundi dans la wilaya d'El Oued, en présence des autorités locales et des cadres centraux du secteur, a précisé la même source. Ainsi, pour cette première campagne, une superficie de plus de 3000 hectares a été consacrée à la culture du colza dont près de 1000 ha ont été réservés à la production de la semence en vue d'assurer les besoins des campagnes à venir, a fait savoir le communiqué. Selon le ministère, la culture du Colza avait suscité un engouement chez les agriculteurs notamment les céréaliers qui l'ont introduite pour faire l'assolement avec les céréales et résorber ainsi la jachère, et ce, à travers 29 wilayas. Cette première campagne a connu, aussi, une mobilisation accru des services du secteur qui ont assuré un accompagnement technique adéquat aux agriculteurs depuis les semis jusqu'aux moissons, a ajouté le communiqué. «Toutes les conditions sont réunies pour accueillir la récolte dont la mobilisation de moissonneuses batteuses adaptées à la culture du colza, des points de collecte par wilaya ainsi que des moyens logistiques permettant le transfert de la production vers les unités de transformation», a noté le ministère, tout en assurant que des comités de pilotage ont été installés au niveau central et local afin de suivre l'opération sur le terrain. Afin de réussir cette «première campagne dans l'histoire du secteur», le ministre de l'Agriculture et du développement rural, Abdelhamid Hemdani, a donné des instructions pour accompagner les agriculteurs, a-t-on également précisé. Le colza fait partie des cultures industrielles stratégiques (oléagineuses, sucrières, maïs) que compte développer l'Algérie dans les quatre prochaines années en vue de réduire ses importations notamment en huiles alimentaires, en sucre et en aliment de bétail. Un programme de développement de ces cultures a été inscrit dans la feuille de route du secteur pour la période 2020-2024, a souligné le ministère. **H. B.**

ANNABA ET EL-TARF

Le tourisme comme nouveau modèle économique

Annaba se prépare à accueillir la saison estivale. Avec l'ouverture de la nouvelle station maritime, la réouverture de l'hôtel international Seybouse, deux nouveaux hôtels vont être réceptionnés d'ici à l'ouverture officielle de la saison estivale, prévue, comme d'habitude, durant le mois de juin prochain.



Ces deux nouveaux hôtels situés sur la corniche annabie offriront 224 lits pour augmenter les capacités hôtelières de la wilaya d'Annaba à 5 220 lits. Les principaux sites touristiques de la wilaya d'Annaba sont Chetaibi, Sidi Salem et la corniche annabie, qui comptent, à eux seuls, plus de 52% de plages et de forêts de la surface totale de la wilaya.

«Nous misons surtout sur le facteur humain pour donner une nouvelle dynamique au tourisme dans notre pays», a affirmé au Jeune Indépendant un élu local en charge des préparatifs de la saison estivale. C'est dans cette optique que, depuis 2018, les premières promotions dans la formation des personnels hôteliers, restaurateurs et de service ont commencé une mise à niveau dans les écoles spécialisées, conformément aux conventions signées avec le ministère de la Formation professionnelle, lequel avait lancé, à cet effet, plus d'une quarantaine de sections de formation dans l'hôtellerie et la restauration.

A El-Tarf, deux nouveaux centres de formation touristique ont ouvert leurs portes, dispensant des cours culinaires et des approches touristiques de haute qualité. D'ores et déjà, selon des sources du milieu touristique de la wilaya d'Annaba et d'El-Tarf, le niveau des formateurs sera remis aux normes par des stages à l'étranger dans les plus hautes écoles.

Une mise à niveau nécessaire si l'on veut être en mesure de répondre aux exigences actuelles dans le domaine du tourisme et atteindre un stade de compétitivité. Devant la crise économique et l'affaiblissement des recettes provenant du secteur de l'hydrocarbure, l'armada du personnel touristique algérien, non négligeable par son nombre, compte faire de l'Algérie une destination touristique privilégiée au niveau international ; tel est le niveau à atteindre.

Une destination avec un but pour lequel il faut nécessairement passer par la diminution progressive des défaillances existant au niveau des infrastructures d'accueil, le réaménagement des zones, l'offre de meilleurs services, le développement des loisirs et la mise en valeur des curiosités et richesses naturelles existantes. A Annaba, ville touristique par excellence, plusieurs projets d'investissement dans le tourisme existent, et elles attirent au quotidien l'intérêt de Djamel-Eddine Berrimi, wali d'Annaba. 25 projets d'investissement dans le domaine hôtelier sont en cours de réalisation, 13 autres projets de même nature sont à l'arrêt pour des raisons techniques et 42 demandes d'investissement, exclusivement dans le secteur touristique sont à l'étude.

Concernant la classification des infrastructures touristiques, les études vont bon train. Pour rappel, une première opération de recensement des lacunes notées par des brigades d'inspecteurs venus de la tutelle a été réalisée, et le parc hôtelier attend la nouvelle classification des établissements, destinée à redonner une nouvelle dynamique à un secteur resté longtemps en léthargie. Cette nécessaire remise à niveau va très bientôt s'appliquer aux restaurants, et les hôtels suivront.

Le seul regret à noter dans le développement touristique d'Annaba est la localité de Sidi Salem, dont la construction d'un complexe de tourisme bute encore sur des difficultés de tous genres. Pourtant, le site de cette localité balnéaire offre toute une série de distractions telles le développement des loisirs de la mer, comme la planche à voile, et d'autres sports nautiques. Selon un investisseur dans le secteur touristique, «ce site serait un atout majeur pour attirer les touristes dans le coin. Les idées ne manquent pas», a-t-il déclaré au Jeune Indépendant. D'une manière générale, la Coquette et El-Tarf ont tous les moyens pour séduire les estivants durant cet été 2021, en attendant de se parfaire l'année prochaine.

Nabil Chaoui

COMMERCE

L'Algérie ratifie l'accord portant création de la ZLECAF

L'ALGÉRIE a ratifié l'accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), selon un décret présidentiel publié au Journal officiel (JO) n 36. «Est ratifié et sera publié au Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire, l'accord portant création de la zone de libre-échange continentale africaine, signé à Kigali, le 21 mars 2018», est-il indiqué dans ce décret présidentiel n 21-133, signé le 5 avril dernier par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

Selon l'accord portant sa création, la ZLECAf vise à créer un marché unique pour les marchandises et les services facilité par la circulation des personnes afin d'approfondir l'intégration économique du continent africain et conformément à la vision panafricaine d'une «Afrique intégrée, prospère et pacifique» telle qu'énoncée dans l'Agenda 2063.

De plus, il s'agit à travers cet accord de créer un marché libéralisé pour les marchandises et services à travers des cycles successifs de négociations, de contribuer à la circulation des capitaux et des personnes physiques et faciliter les investissements en s'appuyant sur les initiatives et les développements dans les Etats parties.

Autre objectif mentionné, celui de poser les bases de la création d'une union douanière continentale à un stade ultérieur, promouvoir et réaliser le développement socio-économique inclusif et durable, l'égalité de genres et la transformation structurelle des Etats parties et renforcer la compétitivité des économies des Etats parties aux niveaux continental et mondial.

Il s'agit également de «promouvoir le développement industriel à travers la diversification et le développement des chaînes de valeurs régionales, le développement de l'agriculture et la sécurité alimentaire, de résoudre les défis de l'appartenance à une multitude d'organisations qui se chevauchent, et accélérer les processus d'intégration régionale et continentale».

Parmi les objectifs spécifiques de l'accord, figurent aussi l'élimination progressive des barrières tarifaires et non-tarifaires au commerce de marchandises, la libéralisation progressive du commerce des services et la coopération en matière d'investissement, de droit de propriété intellectuelle et de politique de concurrence.

En outre, il s'agit pour les Etats parties de la Zlecaf de coopérer dans tous les domaines liés au commerce, de coopérer dans le domaine douanier et dans la mise en oeuvre des mesures de facilitation des échanges, d'établir un mécanisme de règlement des différends concernant leurs droits et obligations et d'établir et de maintenir un cadre institutionnel de mise en oeuvre et de gestion de la zone.

M. B.

OCCUPATION DES TERRITOIRES PALESTINIENS

Boukadoum : «Le Conseil de sécurité doit adopter une position ferme»

L'Algérie a affirmé, hier, que la paix ne saurait se réaliser en Palestine en l'absence d'une position «ferme et courageuse» de la communauté internationale, notamment du Conseil de sécurité, qui permette de relancer le processus de règlement politique pour mettre fin à l'occupation des territoires palestiniens et permettre au peuple palestinien d'établir son Etat indépendant avec El-Qods pour capitale.



Dans une allocution lors des travaux de la réunion extraordinaire des ministre des Affaires étrangères de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), tenue par visioconférence, le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, a réitéré la «ferme condamnation par l'Algérie des actes barbares auxquels se livrent les forces d'occupation contre le peuple palestinien», réaffirmant sa «position de principe immuable en faveur de la juste cause palestinienne et des frères palestiniens dans cette conjoncture difficile». M. Boukadoum a appelé la communauté internationale, notamment le Conseil de sécurité, à «assumer ses responsabilités historique, juridique et morale dans la protection du peuple palestinien», soulignant la nécessité «d'œuvrer sans délai à mettre fin à la machine qui sème la mort et la destruction, faire face aux atteintes barbares à la vie et aux biens de ce peuple frère et garantir le respect des règles du droit international». Faisant observer que cette réunion extraordinaire «intervient au lendemain de l'anniversaire de la Nakba et alors que les agressions criminelles systématiques contre nos frères palestiniens se poursuivent dans la ville occupée d'El-Qods, en Cisjordanie et dans tous les territoires occupés, avec l'intensification des frappes barbares sur la bande de Ghaza, faisant un nombre important de martyrs et de blessés, dont des enfants et des femmes, sans parler de la destruction massive des infrastructures», le ministre des Affaires étrangères a souhaité que cette réunion «permette de mobiliser les ressources et les capacités de l'Organisation au service de la cause palestinienne».

«Ces ignobles agressions en violation flagrante de toutes les lois et chartes internationales des droits de l'homme et du Droit international humanitaire mettent une nouvelle fois à l'épreuve la crédibilité de l'ordre mondial multipolaire», a soutenu M. Boukadoum, ajoutant qu'»en raison de l'immunité dont elle bénéficie, l'occupation persiste dans ses crimes abjects et ses politiques racistes, ce qui éloigne les perspectives d'une solution juste et globale et complique la situation dans la région tout entière comme le montrent les événements actuels».

«La question palestinienne a toujours été notre cause centrale», a-t-il encore souligné, ajoutant qu'au moment où «tous les regards sont tournés vers les priorités de la situation actuelle, à savoir la cessation des agressions barbares et la prise en charge urgente de la crise humanitaire catastrophique qui en découle, il ne faut surtout pas perdre de vue ou feindre d'oublier les véritables causes à l'origine du conflit». «L'occupation des territoires palestiniens et les tentatives d'imposer la loi du plus fort et la politique du fait accompli au préjudice du peuple palestinien: ce sont là les principales causes de la souffrance du peuple palestinien depuis plus de sept décennies», a précisé le chef de la diplomatie algérienne.

«Nous demeurons fermement convaincus que la paix ne saurait être instaurée en l'absence d'une position ferme et courageuse de la part de la communauté internationale, notamment du Conseil de sécurité, pour la relance du processus de règlement politique, à même de mettre un terme à l'occupation des territoires palestiniens et permettre au peuple palestinien d'accéder à son droit inaliénable à l'autodétermination et l'instauration de son Etat indépendant avec El-Qods pour capitale».

S. O. B.

Réunion d'urgence du Comité Palestinien du Parlement arabe demain

LE COMITÉ Palestinien du Parlement arabe tiendra mardi une réunion d'urgence, pour discuter de l'agression israélienne à El Qods, dans la bande de Ghaza et dans tous les territoires palestiniens occupés, ont rapporté des médias.

Les participants aborderont les mesures nécessaires pour adopter une position arabe et internationale et des mesures pratiques pour mettre fin aux violations israéliennes et mettre fin aux crimes qui représentent une violation flagrante des résolutions internationales et un défi flagrant à la volonté de la communauté internationale.

L'On s'attend à ce que la réunion aboutisse à un certain nombre de recommandations et de décisions importantes dans le but de soutenir la cause palestinienne et les droits légitimes du peuple palestinien, notamment la création de son Etat indépendant, avec El Qods-Est comme capitale.

Les recommandations du Comité doivent être soumises au Parlement arabe lors de sa session d'urgence prévue le mercredi pour discuter des violations systématiques par les autorités d'occupation israéliennes dans la ville occupée d'El Qods, de leur prise d'assaut de la mosquée Al-Aqsa et de leur attaques répétées contre le peuple palestinien. Au moins 202 Palestiniens ont été tués, et 5.588 blessés dans la bande de Ghaza et la Cisjordanie occupée, où l'armée sioniste mène une agression contre les Palestiniens, a fait savoir dimanche, le ministère de la santé.

Le ministère palestinien de la santé, a indiqué que 181 personnes ont été tuées à Ghaza, dont 52 enfants et 31 femmes, et 21 autres en Cisjordanie occupée, dont un enfant.

Selon la source, quelque 1.225 Palestiniens ont été blessés dans des bombardement israéliens depuis une semaine contre l'enclave palestinienne, tandis que 4.363 autres ont été blessés en Cisjordanie occupée, lors d'agressions perpétrées par des colons juifs et les forces d'occupation israéliennes.

M. D.



AGRESSION SIONISTE À GHAZA

Goudjil appelle la communauté internationale à assumer ses responsabilités

LE PRÉSIDENT du Conseil de la nation M. Salah Goudjil a appelé, dimanche, lors d'un entretien téléphonique avec le président du Parlement turc, M.Mustafa Şentop, la communauté internationale à «assumer pleinement ses responsabilités» par rapport à la question palestinienne, à travers des décisions permettant de mettre fin de manière «définitive et urgente» à cette tragédie. «La question palestinienne et notamment les conséquences de l'agression israélienne contre la Bande de Ghaza et les atteintes à l'intégrité du troisième Lieu Saint de l'Islam, El Qods, ont été au centre de l'entretien téléphonique entre les présidents des deux Chambres», souligne le communiqué du Conseil de la Nation. M.Goudjil et son homologue turc ont appelé la communauté internationale à «assumer pleinement ses responsabilités» par rapport à la question palestinienne, à travers «la prise et l'adoption de décisions à même de mettre fin de manière définitive et urgente à cette tragédie». «Les deux parties ont réitéré leur ferme condamnation et réprobation de la politique de colonisation exercée par l'entité sioniste, devant l'inaction et la complicité de certains pays membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU ainsi que, l'indifférence d'autres instances internationales concernées par le règlement de ce conflit, des parties qui ont toujours appliqué, la politique du deux poids deux mesures quant il s'agit de la protection du peuple palestinien et de la défense de son droit légitime à établir son Etat indépendant avec pour capitale El Qods», ajoute la même source. La communication téléphonie entre les présidents des deux chambres a porté également, selon le même communiqué, sur «l'évolution des situations au niveau local et régional, à l'instar de la lutte antiterroriste et le processus de règlement de la crise libyenne». Par ailleurs, cet entretien a permis aux présidents des deux Chambres de passer en revue «l'état des relations parlementaires qui lient le parlement algérien à son homologue de Turquie. Les deux parties ont exprimé leur «volonté commune d'accorder à ces relations plus d'intérêt et de les étendre à des horizons plus vastes à travers notamment, l'optimisation des mécanismes de concertation et de coordination», afin d'accompagner la coopération établie entre les deux pays et gouvernements dans divers domaines, dans le strict respect des intérêts mutuels des deux peuples et des deux pays, conformément aux démarches, aux efforts et aux orientations des Présidents des deux pays, M. Abdelmadjid Tebboune, Président de la République et M. Recep Tayyip Erdogan, Président de la République turque», indique le communiqué du Conseil de la Nation.

S. N.

EL-MENEA

Le vieux ksar en quête de réhabilitation et de protection

Le triste état dans lequel se trouve le vieux ksar d'El-Menea pose avec acuité la problématique de la sauvegarde, de la réhabilitation et de la protection des monuments historiques dans le sud du pays, selon des professionnels du patrimoine et des membres de la société civile.



Après des décennies de négligence, ce monument est tombé en décrépitude et en ruines où sont organisées actuellement des marches de découverte du patrimoine architectural dans ce vieux Ksar riche en symboles d'une population douée d'un remarquable savoir-vivre et un degré élevé de goût du beau ainsi que l'attachement aux traditions.

Face au délabrement progressif de ce Ksar abritant la demeure de la princesse M'barka Bent El-Khass, par les vicissitudes et l'usure du temps, ce joyau de la civilisation ancienne se trouve actuellement dans un état de dégradation accélérée, selon les responsables de la culture.

Ceci à travers des actes de vandalisme opérés par certaines personnes qui extraient des pierres pour les utiliser dans la construction et des galets d'argile grise « Ghassoul » ayant, selon les croyances locales, des vertus à usages thérapeutiques et cosmétiques.

Puissant agent de régénération physique, ces galets d'argile grise sont également utilisés dans la géophagie pour certains malades, a souligné Hadj Cheikh habitant d'El-Menea.

« On offre souvent pour les visiteurs et touristes des morceaux d'argile extrait des murs et fondation du Ksar qui est devenu vulnérable menaçant ruine et effondrement », a-t-il précisé.

Il a fallu attendre la visite de la ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, en janvier dernier pour que soient enfin levés les lourdes incertitudes pesant sur le vieux ksar d'El-Golea (appellation ancienne), dominant depuis 10 siècles la palmeraie de l'actuelle El-Menea, par la création officielle d'une antenne de l'Office national de gestion des biens culturels (ONGBC) à El Menea, avec l'acquisition d'un siège mitoyen au vieux Ksar , a indiqué le responsable du dossier restauration et réhabilitation à la direction de la culture de Ghardaia, Mohamed Alouani.

SAUVEGARDER LE KSAR ET RÉHABILITER SON PATRIMOINE

Pour faire face à l'état de décrépitude et de précarité très avancé que connaît cette cité forteresse, les services de la culture ont procédé à l'identification et le diagnostic des dysfonctionnements à l'origine de la dégradation de ce ksar « classé patrimoine nationale depuis 1995 », à la délimitation avec précision de l'espace réel du ksar, avec des propositions concrètes élaborées selon une stratégie participative avec la société civile, afin de sauvegarder le ksar et réhabiliter son patrimoine, a précisé M.Alouani.

Ces actions vont permettre outre le gardiennage et le nettoiement du site, la restauration et la revitalisation de ce patrimoine architectural, culturel et historique, en vue de l'intégrer dans la dynamique de développement que connaît la région d'El-Menea et de promouvoir ses potentialités matérielles et Immatérielles et encourager l'investissement touristique créateur de richesse et d'emplois, a-t-il ajouté.

Edifié en l'an 928, selon les archives de la direction de la Culture, à la croisée des pistes commerciales qui reliaient l'Afrique du nord de l'époque médiévale à l'empire Songhai subsaharien, le ksar d'El-Menea, « Taourirt » selon une appellation berbère, surplombe de plus de 70 mètres l'oasis d'El-Menea, enserrée dans un méandre de la route nationale RN-1, et offre depuis ses remparts des panoramas spectaculaires d'une rare beauté.

Perchée sur les hauts sommets arides et escarpés, mais splendides, de la limite de démarcation entre le grand Erg Oriental et le grand Erg occidental, le vieux Ksar d'El-Menea demeure une citadelle riche aussi bien par son histoire et ses traditions que par la splendeur des paysages naturels qui l'entourent.

Devenue le premier site culturel et touristique de la région, ce Ksar avec son architecture, et ses maisonnettes traditionnelles construites sur un rocher épousant admirablement la nature rocailleuse, constitue une attraction et un endroit idéal pour les touristes et autres visiteurs de la région.

Il constitue une configuration urbaine qui témoigne depuis plusieurs siècles de vestiges d'une civilisation citadine raffinée, avec ses habitations étroites marquées par une architecture simple truffée de niches et étagères ainsi que de petites ouvertures pour l'éclairage et l'aération.

Sa configuration s'articule autour de la mosquée, point focal autour duquel gravite une spirale descendantes d'habitations avec un puits collectif et des sites de stockage de denrées alimentaires creusés à même la roche calcaire et qui constituent une curiosité pour les touristes.

La création d'une antenne de l'ONGBC et la concrétisation de la réhabilitation du vieux ksar d'El-Menea s'inscrit dans une stratégie de valorisation de cet espace patrimonial authentique, afin d'amorcer une réelle dynamique locale basée sur la promotion des secteurs du tourisme, de l'artisanat et la culture.

L'UNIVERSITÉ DE M'SILA

Un nouveau brevet d'invention pour la fabrication d'une brique plus résistante

L'UNIVERSITÉ MOHAMED Boudiaf de M'Sila vient d'obtenir un nouveau brevet d'invention délivré par l'Institut National Algérien de la Propriété Industrielle (INAPI) d'un procédé de fabrication d'un prototype de brique de terre crue, a-t-on appris, hier auprès de cet établissement d'enseignement supérieur.

Compressée et stabilisée à haute performance et résistance et durabilité, cette brique a été inventée suite aux travaux de recherche menés par le Professeur, Mohamed Bencheikh, directeur du laboratoire de recherche en géo matériaux, a indiqué la même source.

Cette invention consiste à donner un autre sens aux briques de terre traditionnelles utilisée dans la construction en lui conférant des caractéristiques de hautes performances, a indiqué la même source expliquant qu'il s'agit d'une haute résistance mécanique et une durabilité vis à vis de l'effet de l'environnement extérieur agressif (climat chaud ou les pluies torrentielles). En plus, cette brique est caractérisée par son confort thermique et participe à la protection de l'environnement par sa faible consommation d'énergie.

Le type de brique fabriquée selon le procédé de cette invention est issue d'un mélange de la terre crue et de sable de dune, faiblement stabilisée avec du ciment ou de la chaux, caractérisée par la haute compression lors du moulage.

Le Pr Bencheikh a ajouté que la présente invention se rapporte au domaine des matériaux de construction, elle servira à l'éco construction des maisons individuelles modernes ou rurales, conçues également pour la réparation ou la rénovation du patrimoine bâti et ouvrages à caractère historiques ou culturels construits en brique de terre.

Ces hautes performances sont obtenues, lors de cette invention et selon ce procédé de fabrication sur une formulation de mélange basée essentiellement sur le choix de la qualité de la terre et du sable, la teneur en eau adéquate dans le mélange et la mise de la brique en cure en conditions d'humidité et de température adéquates durant l'opération de séchage, a-t-il- ajouté.

L'université de M'sila est classée en tête des établissements dépositaires de brevets d'invention, pour la deuxième année consécutive, a-t-on noté de même source expliquant que 15 nouveaux brevets viennent d'être déposés à l'INAPI en 2020 contre deux en 2019.

SIDI BEL-ABBÈS

Création prochaine d'une réserve steppique des plantes épineuses

LE COMMISSARIAT régional au développement des steppes basées à Saïda envisage de créer une réserve de protection des plantes épineuses destinée au pâturage des camélidés au sud de la wilaya sud de Sidi Bel-Abbes, a-t-on appris hier, du responsable de cet organisme.

Toutes les procédures administratives ont été achevées pour la mise en place de cette réserve pastorale dans la commune de Bir El Hamam, d'une superficie estimée à environ 3000 hectares.

Ceci permettra la mise à disposition de pâturages pour plus de 200 camélidés, élevés dans la même zone, a déclaré le responsable du commissariat régional de Saïda, Abdelouahab Maachou.

Ce commissariat devra mobiliser les moyens nécessaires pour la protection de cet environnement des différentes agressions dont le pacage et le labour illicites des terres steppiques, ajoute le même responsable. Des travaux seront également entrepris pour que cette réserve pastorale soit rationnellement utilisée par les éleveurs de camélidés afin de ne pas provoquer sa détérioration.

Le commissariat devra programmer des campagnes de sensibilisation appelant à la préservation de ce patrimoine végétal, indique-t-on.

Cette opération contribuera également à la préservation de ce cheptel dans l'ensemble de cette région ainsi qu'à l'implantation d'éleveurs de camélidés dans cette zone limitrophe aux frontières de la wilaya de Nâama, réputée pour son élevage camelin, selon le même responsable.

La superficie totale des terres steppiques de la wilaya de Sidi Bel-Abbes est de 124.750 has, répartis dans les daïras de Marhoum et de Ras El-Ma, rappelle-t-on.

MÉDÉA

Plusieurs hectares ont été parcourus par les flammes dans le massif forestier d'El-Aissaouia

Plusieurs hectares de couvert végétal ont été parcourus par les flammes, suite à un incendie qui s'est déclaré avant-hier, dans un massif forestier de la commune d'El-Aissaouia, dans la wilaya de

Médéa, a-t-on appris hier, de la protection civile.

L'incendie, le premier de la saison, s'est déclenché dans la foret de Beni-Belaiz, commune de El-Aissaouia, à 120 km au nord-est du chef-lieu de la wilaya de Médéa, a indiqué la même source, ajoutant que ce foyer d'incendie a détruit des parcelles de Pin d'Alep, de plantation sylvicole et d'arbres rustiques.

Un renfort d'agents de la conservation des forêts de la daira de Tablat, a permis aux éléments d'intervention de la protection civile de maitriser rapidement l'incendie et éviter sa propagation au reste du massif forestier, qui a été la proie, l'été 2020, de nombreux incendies, provoquant la perte de dizaines d'hectares de couvert végétal, a-t-on signalé de même source.

Par ailleurs, trois mille bottes de pailles ont été détruites lors d'un incendie, enregistré le même jour, dans un hangar d'une exploitation agricole, située à Beni-Maaloum, commune de Guelb-el-Kebir, à 81 km à l'est de Médéa, a indiqué la protection civile, qui fait état de la perte également de plusieurs quintaux d'ail, entreposés à l'intérieur de ce hangar.

LA PHONOTHÈQUE ET LA BIBLIOTHÈQUE DU CNRPAH

Une mémoire archivistique au service du patrimoine

Le Centre national de recherche préhistorique, anthropologique et historique (Cnrpah) dispose d'un important fonds d'archives sonore et d'une riche bibliothèque en cours de traitement et de numérisation pour aboutir à la création d'un fonds documentaire, au service de la sauvegarde et de la mise en valeur du patrimoine culturel algérien.

Approché afin d'en savoir davantage sur les missions du centre, l'ethnomusicologue et chercheur au Cnrpah, Mohamed Mehannek a d'abord mis l'accent sur la nécessité de passer par la réalisation d'un inventaire méthodique, la classification des corpus existants, la collecte de nouvelles données, la numérisation des contenus puis l'indexation de tous les documents sonores.

La section ethnomusicologique du Cnrpah, poursuit le chercheur, est apparue en 1967 avec la venue de Pierre Augier, musicologue et ancien professeur de musique à Oran, qui a commencé à rassembler et à classer les enregistrements, dont les plus anciens remontent à 1935.

De 1969 à 1976, Pierre Augier et l'écrivain, anthropologue, linguiste et spécialiste de la langue et la culture berbères, Mouloud Mammeri, ont accompli un travail de collecte dans le sud algérien, accomplissant ainsi quelque 632 bobines d'enregistrements et d'entretiens sur l'histoire des lieux et les différents thèmes musicaux et rythmiques les identifiant.

En plus des enregistrements autour de la musique andalouse dans ses trois variantes, Ghernati, Senaâ et Malouf des régions du nord (Tlemcen, Alger Blida et Constantine) et les chants patriotiques kabyles, d'autres cadences et modes musicaux de différentes régions d'Algérie ont fait l'objet d'études au Cnrpah.

Entre autres modes et rythmes répertoriés, le tindé, l'imzad, l'éléwen, le tazengharet, le thigelt et le tazemart dans la région de l'Ahaggar, l'ahalil et le tagueraabt dans celle du Touat, le chelali dans le Grara ou encore, le melhoun dans la région des Hauts Plateaux.

Durant les années 1980, l'ethnomusicologue Nadia Mecheri a pris le relai et a continué à travailler sur le répertoire mixte Augier-Mammeri, avant de travailler avec le professeur Ahmed Benaoum et constituer un fonds sonore de 150 bobines, axant ses recherches sur l'aspect technique pour tenter de comprendre le rapport des différentes



conceptions rythmiques, modales et mélodiques avec les régions de découverte et les us et coutumes de leurs peuples. Un corpus de plus de 400 heures de son a été numérisé par une équipe de chercheurs et analystes dirigée par la professeure Maya Saïdani, qui, depuis novembre 2011, travaille à sa valorisation.

Cependant, poursuit Mohamed Mehannek, ce patrimoine est dans son ensemble amputé d'informations qui décriraient le contenu des fichiers sonores (auteurs, lieux, intervenants, contenues, thématique, contexte ...).

Ce manque d'informations, explique l'ethnomusicologue, va impliquer un travail rigoureux d'indexation, qui consistera à rassembler toutes les informations permettant d'établir des fiches techniques pour chacune des bobines passée à étude.

UNE BIBLIOTHÈQUE DE PLUS DE 9000 OUVRAGES

Autre lieu de sauvegarde et de préservation du patrimoine, la bibliothèque spécialisée ouverte en 1955 en même temps que le Cnrpah, disposant de plus de 9000 ouvrages, explique la responsable des relations extérieures de publication et de valorisation des résultats de la recherche, et de la bibliothèque, Farida Boulkroune.

Mettant à la disposition des chercheurs, des universitaires et des étudiants des ouvrages de préhistoire, anthropologie, anthropologie sociale, musicologie, ainsi qu'un fonds cartographique doté d'ouvrages en topographie, géographie et photos aériennes, la bibliothèque du Cnrpah occupe une deuxième salle des «fonds et des périodiques» (800 titres se déclinant chacun en plusieurs numéros), dont «Libyca», la revue du Cnrpah.

La bibliothèque spécialisée du Cnrpah, poursuit Farida Boulkroune, s'est également enrichie de dons de fonds, à l'instar de ceux, du psychiatre et essayiste, Frantz Fanon (1400 ouvrages,30 articles et 27 périodiques), de l'ethnologue Marceau Gast (410 ouvrages, 140 périodiques), du sociologue Mahfoud Bennoune (245 ouvrages, 23 périodique et 9 articles), du philosophe Aissa Thaminy (ouvrages en langues, arabe -205- française -1089-, allemande - 203- et 36 périodiques) et de l'ethnologue Germaine Tillon (346 ouvrages, 33 périodiques, 32 articles et 150 photographies).

JOURNÉES CINÉMATOGRAPHIQUES DE CARTHAGE

Les candidatures ouvertes jusqu'au 15 août

L'INSCRIPTION DES films à la compétition officielle des 32èmes Journées cinématographiques de Carthage, Jcc en Tunisie est ouverte jusqu'au 15 août prochain, indiquent les organisateurs.

L'appel à candidature est lancé à l'adresse des réalisateurs de films de court et long métrage d'Afrique et des pays arabes souhaitant participer aux différentes sections de la «compétition officielle» de l'édition 2021 des Jcc, prévue du 30 octobre au 6 novembre à Tunis, ont-ils précisé sur le site Internet du festival.

La compétition officielle est ouverte aux longs et courts métrages de fiction, d'animation et documentaire», selon les organisateurs qui ont fixé au 30 août la date limite d'inscription des films à la section parallèle «Carthage Ciné promesse», dédiée aux films d'école d'animation et documentaire.

La section parallèle prévoit, d'autre part, des séances spéciales, hommages, master class et des conférences sur l'art et l'industrie cinématographique dans les pays africains et arabes.

En marge des projections, des ateliers destinés à la coproduction (Chabaka) et à la finition (Takmil) pour le soutien de projets de films d'auteurs africains et arabes sont également au programme de cette manifestation cinématographique.

En raison de la pandémie du coronavirus, l'édition 2020 ont eu lieu entre le 18 et le 23 décembre sans compétition officielle.

En 2019, l'acteur algérien Lyes Salem avait décroché le «Prix de la meilleure interprétation masculine» pour son rôle dans le film «Abou Leila» d'Amine Sidi Boumediene.

Créées en 1966, les Journées cinématographiques de Carthage est un rendez-vous annuel qui vise à mettre en valeur et à promouvoir les films et les cinéastes issus de pays africains et arabes à travers notamment des rencontres entre public et différents intervenants dans le 7e art.

R. C.

ANGOULÊME

Le festival du Film francophone met le cap sur l'Algérie

LE CINÉMA algérien fera l'objet d'un hommage particulier lors de la quatorzième édition du FFA programmé du 24 au 29 août. C'est l'une des infos distillées ce samedi par Marie-France Brière et Dominique Besnehard

« Malgré les conditions difficiles, nous n'avons pas hésité l'an passé à organiser le festival », lance Marie-France Brière. Alors autant dire que cette année, alors que la situation sanitaire semble s'améliorer peu à peu, il n'était pas question pour « l'hydre à deux têtes » qu'elle forme avec Dominique Besnehard de renoncer à cette 14e édition du Film Francophone d'Angoulême. D'autant que, « cette année Cannes aura lieu. L'an passé, après son annulation, on avait craint que l'existence du FFA soit un peu...

VENTE PUBLIQUE

Un tableau de Picasso vendu 103 millions de dollars à New York

LE TABLEAU Femme assise près d'une fenêtre (Marie-Thérèse) de Pablo Picasso a été vendu jeudi 103,4 millions de dollars lors d'enchères organisées chez Christie's, à New York.

La toile de 1,46 m sur 1,14 m, peinte en 1932, a été adjugée 90 millions de dollars, portés à 103,4 une fois ajoutés frais et commissions, après une bataille de plus de 19 minutes entre collectionneurs. L'œuvre, qui représente la maîtresse et muse de Picasso, Marie-Thérèse Walter, a quasiment doublé le montant de l'estimation initiale fournie par Christie's, soit 55 millions de dollars.

La vente confirme la vitalité du marché de l'art, qui n'a pas vraiment souffert de la pandémie même s'il a été ralenti par l'incertitude quant à la situation sanitaire et économique, mais aussi le statut à part de Pablo Picasso (1881-1973). La bonne tenue générale des enchères de jeudi, qui ont atteint 481 millions de dollars au total, « signale un vrai retour à la normale », s'est félicitée Bonnie Brennan, présidente de Christie's Amérique, lors d'une conférence de presse en ligne. « Le marché de l'art s'est remis sur les rails. »

La Femme assise avait été acquis il y a huit ans seulement par son propriétaire actuel, lors d'une vente organisée à Londres, pour 28,6 millions de livres, soit environ 44,8 millions de dollars, moins de la moitié du prix offert jeudi.

Cinq œuvres de Picasso ont désormais franchi le seuil symbolique de 100 millions de dollars. Avant même cette vente, il était déjà seul en tête de ce club très fermé, avec quatre tableaux, dont Les femmes d'Alger, qui détient le record pour l'artiste espagnol, à 179,4 millions de dollars, en mai 2015.

« C'est un artiste, mais c'est aussi sept artistes à la fois », a commenté, après la vente, Giovanna Bertazzoni, vice-présidente du département XXe et XXIe siècles, allusion aux différentes périodes de l'artiste et à l'évolution de son style. Son histoire personnelle, son aura, ses histoires d'amour résonnent encore avec l'époque actuelle, selon elle, même si certaines de ses toiles ont été peintes il y a plus de 100 ans. « C'est toujours incroyablement contemporain », a-t-elle ajouté. « Cela nous parle. »

Seuls 14 tableaux ont dépassé les 100 millions de dollars aux enchères. Outre Picasso, l'artiste italien Amedeo Modigliani est le seul à en compter plus d'un dans la liste, avec deux exemplaires. C'est la première fois depuis deux ans qu'une œuvre franchit ce palier, depuis qu'un exemplaire de la série des Meules de Claude Monet avait atteint 110,7 millions chez Sotheby's, déjà à New York.

UN TABLEAU DE BASQUIAT ATTEINT 93,1 MILLIONS DE DOLLARS

Mardi, la toile In This Case du peintre américain Jean-Michel Basquiat était partie pour 93,1 millions de dollars chez Christie's lors de la première des grandes ventes de printemps, l'un des deux rendez-vous les plus importants du monde des enchères.

L'année 1932, au cours de laquelle a été réalisée la Femme assise, est souvent considérée comme la meilleure et la plus prolifique de la carrière de Picasso. Plusieurs expositions majeures ont été consacrées à cette seule année de l'œuvre du maître espagnol.

FRAPPES SIONISTES CONTRE GHAZA

Au moins 202 morts et des milliers de blessés

Au moins 202 Palestiniens ont été tués, et 5.588 blessés dans la bande de Ghaza et la Cisjordanie occupée, où l'armée sioniste mène une agression contre les Palestiniens, a fait savoir dimanche, le ministère de la santé.



Dans un communiqué, relayé par l'agence palestinienne de presse, WAFA, le ministère palestinien de la santé, a indiqué que 181 personnes ont été tuées à Ghaza, dont 52 enfants et 31 femmes, et 21 autres en Cisjordanie occupée, dont un enfant.

Selon le texte, quelque 1.225 Palestiniens ont été blessés dans des bombardement israéliens depuis une semaine contre l'enclave palestinienne, tandis que 4.363 autres ont été blessés en Cisjordanie occupée, lors d'agressions perpétrées par des colons juifs et les forces d'occupation israéliennes.

Un précédent bilan faisait état de 17 nouveaux décès dimanche dans des frappes israéliennes sur la bande de Ghaza, portant à 174 le nombre de personnes tuées dans l'enclave palestinienne depuis lundi. D'après ce dernier bilan, 47 enfants figuraient parmi les morts, outre 1.200 blessés.

Selon la même source, la police d'occupation a également arrêté plus de 30 palestiniens à Al-Qods occupée et dans les territoires de 1948, ce qui porte à 1.000 le bilan des arrestations à dans la ville sainte depuis le début des agressions sionistes durant le mois de Ramadan.

Aussi, les forces d'occupation israéliennes ont sauvagement agressé des femmes et des enfants au niveau du quartier Wadi Qaddoum à Silwan au sud d'Al-Qods occupée.

Dans les territoires occupés de 1948, la police d'occupation israélienne a arrêté samedi, cinq jeunes dont des mineurs de la ville de Taybeh, lors des manifestations organisées contre les attaques des colons et en soutien à la Cisjordanie, Al-Qods occupés, et à Ghaza.

Par ailleurs, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a appelé dimanche les membres du Conseil de sécurité de l'ONU «à exercer le maximum d'influence pour mettre fin à l'agression Israélienne sur Ghaza .

Dans un communiqué, publié à quelques heures d'une réunion virtuelle du Conseil de sécurité consacré à la situation en Palestine, le CICR appelle également à assurer un meilleur accès aux personnes touchées dans la bande de Ghaza».

Le directeur général du CICR Robert Mardini a indiqué que l'intensité des événements qui se déroule en Palestine est quelque chose que « nous n'avons jamais vu auparavant avec des raids aériens incessants contre Ghaza, qui est densément peuplé». Il souligne que l'accès aux hôpitaux de Ghaza ou autres infrastructures importantes est «très compliqué» et il exhorte l'entité sioniste «à mettre fin à ce cycle de violences», parce que les règles «sont très claires: les civils doivent toujours être protégés et malheureusement cela n'est pas le cas actuellement».

Le CICR souligne que les bombardements incessants empêchent son accès et celui d'autres organisations humanitaires à Ghaza pour porter secours aux populations. Le CICR indique avoir fait don de brancards, de lits d'hôpitaux et d'équipement médical pour soigner 150 blessés graves à Ghaza.

Les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne (UE) tiendront, mardi, une visioconférence d'urgence sur l'escalade des agressions de l'occupant israélien contre les Palestiniens, a annoncé, dimanche, le chef de la diplomatie européenne Josep Borrell. «Nous coordonnerons et discuterons de la manière dont l'UE peut contribuer au mieux à mettre fin à la violence actuelle», écrit Josep Borrell sur Twitter

L'UE a indiqué récemment que M. Borrell a mené des efforts diplomatiques «intenses» pour tenter de contribuer à la désescalade de la violence .»La priorité et le message de l'UE dans ce contexte restent clairs: la violence doit cesser maintenant», ont déclaré samedi les services de la diplomatie de l'UE dans un communiqué.

Les agressions que perpétuent à présent l'ennemi sioniste contre les palestiniens sont les plus intenses depuis 2014 .Pas moins de 174 morts sont dénombrés parmi la population de Ghaza. **R. I.**

La lutte des Sahraouis et des Palestiniens pour la liberté est le combat de tous

L'AMBASSADEUR sahraoui au Botswana, Malainin Mohamed, a appelé vendredi les syndicats, les partis politiques et les représentants de la société civile de ce pays à soutenir la lutte légitime pour la liberté menée par les peuples sahraoui et palestinien.

«Il ne faut pas se méprendre, le conflit au Sahara occidental ne concerne pas uniquement le peuple sahraoui. Il s'agit d'une lutte pour le droit de tous les peuples à la liberté et à l'autodétermination», a assuré l'ambassadeur lors de son intervention aux travaux d'une rencontre organisée par l'organisation patronale Botswanaise BOFEPUSU. La lutte que mène le peuple sahraoui contre l'occupation d'une grande partie de son territoire «est celle de chaque nation» défendant son droit à l'indépendance et à la mise en place du système politique de son choix, a-t-il soutenu. Il est aussi question, dira-t-il, du respect de la légalité et de l'instauration d'un «multilatéralisme juste et équilibré».

Malainin Mohamed fera remarquer que le peuple sahraoui comme le peuple palestinien se battent pour le droit à l'indépendance et à la dignité.

«Si pour une raison ou une autre nous perdons ce combat, croyez-moi, mes amis, toutes les petites nations et tous les petits pays perdront ce même combat le lendemain. Ceci est une chose qui doit être claire dans nos esprits», a-t-il affirmé.

«Les partis politiques botswanais, les syndicats et les acteurs de la société civile ont également soutenu la lutte du peuple sahraoui et je pense que le même soutien devrait être témoigné au peuple palestinien. Il est même temps d'apporter davantage de soutien (aux deux causes) car notre combat est aussi le vôtre», a-t-il ajouté. Par ailleurs, l'ambassadeur n'a pas manqué d'exprimer sa gratitude au gouvernement et au peuple Botswanais qui ont adopté «une position honorable» concernant le combat du peuple sahraoui, rappelant que le Botswana reconnaît depuis les années 1980, la République arabe sahraouie démocratique (RASD) et rejette l'agression marocaine et son occupation des territoires sahraouis.

«Cette position honorable a été également clairement exprimée par le président (Botswanais) Mokgweetsi Erik Kebetswe Masisi à différentes occasion devant l'Assemblée générale et à l'occasion des sommets de l'Union africaine», a-t-il précisé.

R. I.

Fin de la trêve et reprise des combats dans le sud de l'Afghanistan

LES TALIBANS, imités par le gouvernement afghan, avaient annoncé lundi un cessez-le-feu de trois jours pour l'Aïd-el-Fitr, la fête musulmane qui marque la fin du ramadan.

Des combats ont repris dimanche 16 mai entre les forces gouvernementales d'Afghanistan et les talibans dans la province du Helmand, au terme de trois jours d'une trêve décrétée pour la fête musulmane de l'Aïd-el-Fitr, ont annoncé les autorités afghanes. Des accrochages ont été signalés dans la périphérie de Lashkar Gah, la capitale de cette province du sud-ouest du pays, théâtre d'intenses combats depuis le 1er mai, date à laquelle les Etats-Unis étaient supposés avoir retiré leurs 2 500 soldats encore présents sur place, ont fait savoir un porte-parole de l'armée et un responsable local.

Un attentat revendiqué par l'Etat islamique « Les talibans et les forces gouvernementales se sont affrontés quand le cessez-le-feu s'est terminé », a déclaré à l'AFP Attaullah Afghan, chef du conseil provincial du Helmand. Il a affirmé que des talibans avaient attaqué plusieurs points de contrôle autour de la capitale provinciale et dans d'autres districts. Un porte-parole de l'armée afghane dans le sud du pays a confirmé que les combats avaient repris.

Les talibans, imités par le gouvernement afghan, avaient annoncé lundi dernier un cessez-le-feu de trois jours pour l'Aïd-el-Fitr, la fête musulmane qui marque la fin du ramadan.

Vendredi, au moins 12 personnes ont péri dans un attentat à la bombe contre une mosquée de la banlieue de Kaboul. L'organisation Etat islamique en a revendiqué la responsabilité, selon l'agence américaine SITE, spécialisée dans la surveillance de l'activité en ligne des groupes djihadistes.

R. I.

CORONAVIRUS EN INDE

C'est quoi le «champignon noir» qui touche les patients contaminés par le virus ?

Au moment où l'Inde fait face à une violente deuxième vague de l'épidémie de coronavirus, avec 262.317 morts au total, de plus en plus de patients sont touchés par le « champignon noir », une infection fongique appelée la mucormycose, qui peut être mortelle, selon des témoignages de soignants rapportés par la BBC.

Cette infection, qui s'attaque aux tissus humains, semble toucher particulièrement les personnes diabétiques, mais également les personnes qui ont contracté le Covid-19 quelques semaines plus tôt. Voici ce que l'on sait de ce « champignon noir ».

La mucormycose est une infection fongique : des champignons, les Mucorales, viennent se propager et attaquer les tissus humains, qui subissent de lourds dégâts et finissent par nécroser. « On l'appelle champignon noir parce que les tissus infectés deviennent noirs, c'est très spectaculaire », explique le Pr Guillaume Desoubeaux, chef du service de mycologie médicale au CHU de Tours, au Figaro.

Ces champignons, qui s'attaquent le plus souvent à la tête – sinus, nez, yeux, cerveau – et aux poumons, sont présents partout, dans l'air et dans les sols, en particulier dans les endroits humides, sales et mal ventilés. « Les champignons sont partout dans notre environnement. On les trouve sur les plantes, les animaux, les insectes… Nous en respirons quotidiennement », ajoute Stéphane Bretagne, chef du service de parasitologie-mycologie de l'hôpital Saint-Louis, auprès de France 24.

Dans l'immense majorité des cas, ces champignons ne posent pas de problème. Mais lorsque l'infection se développe chez un patient, souvent de manière spectaculaire, elle peut être fatale. Selon les scientifiques, le taux de mortalité est supérieur à 50 %. Les patients infectés présentent plusieurs symptômes, comme le nez bouché, le saignement du nez, le gonflement des yeux, avec des douleurs, ou encore une



vision floue. La plupart du temps, si des médicaments existent, la seule solution est d'opérer le plus rapidement possible pour enlever l'ensemble des tissus touchés avant l'infection ne touche le cerveau. « Souvent, cette opération se conclut par une énucléation de l'œil, puis des semaines et des semaines de chirurgie réparatrice », précise Stéphane Bretagne à nos confrères. Habituellement, la plupart des patients touchés sont des personnes fragiles, souvent atteintes d'autres maladies, comme le diabète : « Il s'agit surtout de malades d'hématologie, en chimiothérapie ou greffés de moelle, ainsi que de patients diabétiques », selon le Pr Lanternier, médecin spécialiste des infections fongiques à l'hôpital Necker- Enfants malades (AP-HP) et chercheuse au Centre national de référence des mycoses invasives à l'Institut Pasteur.

En Inde, le Dr Akshay Nair, chirurgien ophtalmologiste au Sion Hospital de Bombay, a expliqué à la BBC avoir pris en charge une quarantaine de patients infectés par cette infection en avril, quatre fois plus en un seul mois que ces deux dernières années. Même chose du côté de Bengalore, où le Dr Raghuraj Hedge, un autre chirurgien ophtalmologiste, a soigné 19 cas de mucormycose en deux semaines. Et les médecins indiens ont tous observé un point commun chez leurs patients : ils sont diabétiques et ils ont contracté le Covid-19 dans les semaines précédentes.

Selon plusieurs spécialistes, les stéroïdes, utilisés comme traitement pour les patients souffrant du Covid-19, pourraient avoir un lien avec la hausse des cas de mucormycose. Ces médicaments, qui permettent de réduire l'inflammation des poumons, diminuent également l'immunité : « Le diabète abaisse les défenses immunitaires du corps, le corps l'exacerbe, puis les stéroïdes qui aident à combattre le Covid-19 agissent comme un carburant pour le feu », détaille le Dr Akshay Nair à la BBC.

« Le Covid-19 entraîne un dérèglement immunitaire qui, avec l'ajout de traitements par corticoïdes, altère fortement l'immunité (…) Tous ces paramètres peuvent faire le lit d'une infection fongique », abonde le Pr Guillaume Desoubeaux auprès du Figaro. Cité par France 24, Stéphane Bretagne souligne qu'« il n'y a pas de lien direct entre Covid-19 et mucormycose ». « Mais tous ces éléments combinés – explosion des cas de Covid-19, population nombreuse qui souffre du diabète et facteurs environnementaux – créent un environnement propice au développement de la maladie » en Inde.

Cette infection était déjà présente dans le pays, bien avant l'épidémie de Covid-19. Il détient même le plus fort taux d'incidence de mucormycoses au monde, avec 140 cas par million d'habitants et près de trois quarts des cas rapportés (71 %) dans le monde, selon une étude parue dans la revue spécialisée Journal of Fungi. **R. I.**

BRÉSIL

La vaccination piétine en pleine hécatombe

LA VACCINATION contre le Covid-19 au Brésil est encore poussive et la campagne débutée tardivement il y a quatre mois pourrait être à nouveau freinée par des retards dans l'importation de principes actifs pour fabriquer de nouvelles doses.

Sous le coup d'une enquête parlementaire, le gouvernement Bolsonaro est accusé d'avoir sa part de responsabilité dans ces retards, à cause de tensions diplomatiques avec la Chine et de refus d'offres de vaccins.

Quelque 35 millions de Brésiliens ont reçu au moins une dose, soit 16 % de la population. C'est trop peu pour avoir un vrai impact dans un pays où près de 435 000 vies ont été fauchées par le virus.

« Les doses dont nous disposons actuellement ne permettent pas de vacciner au rythme souhaité », explique la pneumologue Margareth Dalcolmo, de la Fiocruz, institut de référence en santé publique.

« Il faudrait déjà pouvoir vacciner les jeunes, ce sont eux qui font circuler le virus. […] Plus de 70 % de la population doit être vaccinée pour limiter cette propagation et éviter l'apparition de nouveaux variants », ajoute-t-elle.

Mais le Brésil doit d'abord immuniser les 80 millions de personnes considérées comme prioritaires, notamment les personnes âgées, les personnels soignants et les populations indigènes. Même si les doses sont livrées au compte-gouttes, le gouvernement assure que tous les adultes seront vaccinés d'ici la fin de l'année.

Retards inquiétants dans la réception des vaccins

Pour Margareth Dalcolmo, le Brésil, reconnu pour son expérience dans la vaccination de masse, en est capable. Mais « pas au rythme actuel » car pour cela « il faudrait vacciner 2 millions de personnes par jour », alors que le pays a rarement dépassé le million de vaccinations quotidiennes.

« La situation est plus favorable qu'en début d'année, mais on est loin de l'idéal », renchérit Joao Viola, président du comité scientifique de la Société brésilienne d'immunologie.

L'espoir de voir la vaccination enfin s'accélérer a été nourri par l'arrivée des premiers lots du vaccin de Pfizer/BioNTech. Mais il ne s'agit que d'environ 2 millions des 100 millions de doses commandées en mars.

Les stocks auraient pu être bien plus importants si Brasilia avait accepté dès les mois d'août des offres de Pfizer pour des livraisons échelonnées de plus de 70 millions de doses. Le moment où le président Jair Bolsonaro avait ironisé sur des effets secondaires qui pourraient « transformer en crocodile ».

Quelque 1,5 million de doses auraient même pu être livrées dès décembre, une information confirmée jeudi par le patron de Pfizer Amérique Latine lors de la Commission d'enquête parlementaire.

« La demande mondiale est très élevée et ceux qui ont noué des accords tardivement, comme le Brésil, finissent par être livrés après les autres », estime Joao Viola.

La campagne de vaccination a débuté mi-janvier, un mois après les États-Unis et la plupart des pays européens, avec deux vaccins : celui d'Oxford/AstraZeneca et le CoronaVac, du laboratoire chinois Sinovac.

Ces deux vaccins ont l'avantage d'être fabriqués au Brésil, mais le pays dépend toujours de l'importation de principes actifs venus de Chine, avec de nombreux retards dans les livraisons.

L'Institut Butantan de Sao Paulo, responsable de la fabrication et de la distribution du CoronaVac, qui représente plus de 70 % des doses déjà injectées au Brésil, a annoncé l'interruption de sa production vendredi, ses stocks de principes actifs étant épuisés.

Des problèmes diplomatiques en plus

Cet institut craint que des « problèmes diplomatiques » n'empêchent la livraison de nouvelles doses en juin. Fiocruz, qui produit à Rio de Janeiro le vaccin d'AstraZeneca, a également annoncé que sa production pourrait être interrompue la semaine prochaine.

« Il y a déjà 10 000 litres de matière première de Sinovac prêts à embarquer, il ne manque que l'autorisation du gouvernement chinois. Mais tout propos déplacé envers la Chine est un nouvel obstacle pour cette autorisation », a déploré en début de semaine le gouverneur de Sao Paulo, Joao Doria, farouche opposant du président Bolsonaro.

Après avoir critiqué à plusieurs reprises le « vaccin chinois de Doria », le chef de l'État a jeté de l'huile sur le feu la semaine dernière, insinuant que la Chine aurait créé le virus « en laboratoire » pour mener une « guerre bactériologique ».

La dépendance du Brésil envers la Chine ne devrait prendre fin qu'en septembre, quand les vaccins pourront enfin être fabriqués à partir de principes actifs produits localement.

CETTE FOIS, ÇA SENT BIEN LA FIN

LA PRESSE MADRILÈNE ANNONCE LE DÉPART DE ZIDANE DU REAL

D'après plusieurs médias espagnols parmi lesquels Marca, Goal et Onda Cero, Zinédine Zidane a tranché son avenir et s'apprête à quitter le Real Madrid. Il en aurait même déjà fait part à ses joueurs il y a plusieurs jours, alors que le Real est encore en course pour décrocher le titre de champion d'Espagne à deux journées de la fin.

La fin de cycle semble se confirmer chez les Merengue. Alors que la rumeur faisait dernièrement de Raul un possible successeur à Zinédine Zidane sur le banc du Real, ce moment pourrait arriver très prochainement. Selon plusieurs médias espagnols, Marca, Goal et Onda Cero en tête, le technicien français va bien quitter la Casa Blanca au terme de cette saison. A deux journées de la fin, et alors que les Madrilènes se battent avec leur voisin de l'Atlético - et dans une moindre mesure avec le Barça - pour décrocher le titre de Liga, l'annonce sonne comme un coup de tonnerre déjà prévu.

Selon la Onda Cero et le journaliste Fernando Burgos, Zidane a fait savoir à son effectif qu'il ne prolongerait pas cette deuxième aventure de coach du Real Madrid juste avant le choc face au Séville FC dimanche dernier (2-2). Une information confirmée en fin de soirée par le quotidien madrilène Marca. Selon le média espagnol, Zidane a annoncé la nouvelle à ses joueurs il y a huit jours, le samedi 8 mai, quelques jours après l'élimination en demi-finale de Ligue des champions face à Chelsea.

«Il doit y avoir une révolution au Real et Zidane n'y échappera pas»»Il doit y avoir une révolution au Real et Zidane n'y échappera pas»

RAUL ET ALLEGRI CITÉS COMME FAVORIS

Du côté de la très bien informée Cadena SER, le discours a été plus prudent. Le journaliste Javi Herraez a expliqué dans l'émission El Larguero, la plus écoutée d'Espagne, que Zidane n'a encore rien dit concernant son avenir et que le club attend toujours sa décision finale. La SER avance les noms de Raul Gonzalez Blanco, l'actuel entraîneur du Castilla, et Massimiliano Allegri, comme grands favoris à la succession de ZZ, si celui venait à confirmer son départ.

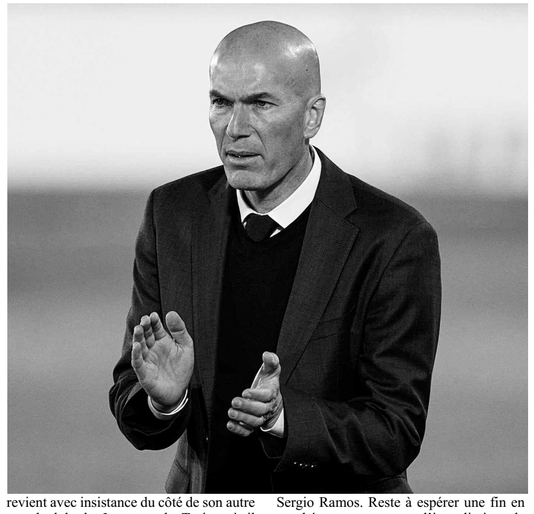
Si la saison n'est pas encore terminée, le Real ne pourra la sauver qu'en décrochant un nouveau titre de champion d'Espagne. Eliminé en demi-finale de la Ligue des champions par Chelsea, devancé par l'Atlético dans le sprint final, le club de Florentino Perez se dirige vers un nouvel exercice frustrant, entaché qui plus est par le coup d'envoi avorté de la Super Ligue.

D'UNE ÉQUIPE INCAPABLE DE SE RENOUVELER À LA VIEILLE DAME ?

Il viendrait conclure un deuxième passage sur le banc madrilène moins faste pour l'ancien international français. S'il a tout de même redressé la barre et rapporté une nouvelle Liga au Real la saison passée, ses déceptions européennes après son fantastique triplé en C1 (2016-2017-2018) et l'usure d'un groupe trop peu renouvelé ces derniers mois auront eu raison de «ZZ», pourtant sous contrat jusqu'en 2022.

«Je ne sais pas ce qu'il va se passer, a répété samedi un Zidane encore énigmatique. Je suis ici, ça oui. On joue demain (dimanche 18h30 à Bilbao NDLR), puis il restera un dernier match. Pour le reste, j'ignore ce qu'il va se passer. C'est le Real Madrid. Ma grande force, c'est de me concentrer sur le moment présent. Cela a toujours été comme ça. Je ne regarde pas le passé, ni le futur. Le présent, à fond.»

Le nom du champion du monde 1998



revient avec insistance du côté de son autre grand club, la Juventus de Turin, où il prendrait la suite d'Andrea Pirlo avec un défi similaire devant lui : redonner ses lettres de noblesse à un grand d'Europe en quête d'un nouveau souffle. Ce départ pourrait avoir un effet domino dans la capitale espagnole, où plusieurs cadres pourraient également s'en aller comme Sergio Ramos. Reste à espérer une fin en apothéose, synonyme d'interdiction de défaite lors des deux dernières journées du championnat.

Laporta doit-il virer Koeman ? «Son Barça est moins dominant mais tellement plus vivant»Laporta doit-il virer Koeman ? «Son Barça est moins dominant mais tellement plus vivant» **R. S.**

LEWANDOWSKI TENTÉ PAR LE PSG ?

EN ALLEMAGNE, ON N'Y CROIT PAS... POUR LE MOMENT

EN CAS de départ de Kylian Mbappé, Robert Lewandowski pourrait être une piste du PSG à en croire L'Equipe ce dimanche. Le Polonais verrait même d'un bon œil une nouvelle aventure à 32 ans et pourrait se laisser séduire par le club parisien. Une hypothèse inimaginable vu d'Allemagne où le dossier Lewandowski devrait surtout animer l'été 2022.

l y a eu Lionel Messi. Il y a eu Mohamed Salah. Il ne manquait presque plus que lui. Si Paris continue de travailler à la prolongation de Kylian Mbappé, cela ne l'empêche pas de travailler sur des plans B au cas où le Français décidait de prendre la poudre d'escampette. Ce dimanche, L'Equipe affirme que Robert Lewandowski pourrait être une option pour le PSG. Si des contacts ont été noués avec l'entourage de l'Argentin et de l'Egyptien, rien de tel pour le Polonais. Mais, selon le quotidien, Lewy, nouveau détenteur d'un record mythique, pourrait voir d'un bon œil un nouveau challenge à 32 ans, avec l'hypothèse de signer un dernier gros contrat dans un top club européen.

Alors, Lewandowski vendu par le Bayern Munich cet été ? Vu d'Allemagne, c'est inimaginable. «Pour cet été, c'est simple : Il restera - le Bayern est catégorique sur ce point», avance Andreas Schulz, journaliste à Eurosport Allemagne. Une ligne de conduite parfaitement résumée par Karl-Heinz Rummenigge récemment : «Bien sûr qu'il va rester. Qui vendrait un joueur qui marque 60 buts par an ? Ses agents n'ont pas demandé à le vendre».

Malgré l'élimination du Bayern en quart de finale de C1 par le PSG, on croit encore dur comme fer à des années radieuses pour le FC Hollywood dans un futur proche en Allemagne, avec notamment l'arrivée de Julian Nagelsmann. «Ses chances de gagner de gros trophées sont plus grandes ici qu'en France», estime notre collègue allemand. Alors, Lewandowski terminera-t-il sa carrière au Bayern ? Sur ce point, la donne est moins claire. «Pour l'été 2022, c'est autre chose», estime Andreas Schulz, rappelant que le contrat de Lewy s'étend jusqu'en 2023. Autrement dit, ce sera la dernière fenêtre de tir du Bayern pour récolter quelques millions via un transfert. Ce sera surtout un été où un certain Erling Haaland pourrait secouer le marché. «En 2022, Haaland sera libre de partir de Dortmund, rappelle notre collègue en référence à la clause libératoire de 75 millions qui figure dans son contrat pour l'été 2022. Surtout, on en saura un peu plus sur le fonctionnement du Bayern avec Nagelsmann et Oliver Kahn (actuel membre du Conseil d'Administration et successeur désigné au poste de président, ndlr), au lieu de Flick et Rummenigge». Autrement dit, si la saison bavaroise venait à virer au fiasco et que Lewandowski montrait ses premiers signes de déclin, le Bayern n'hésiterait sans doute pas à se positionner sur le Norvégien. **R S**

PROLONGATION DE POGBA

Mino Raiola veut saigner Manchester United

LE SULFUREUX agent italien se montre très gourmand dans ses négociations avec les Red Devils pour la prolongation de Paul Pogba.

Paul Pogba souhaite visiblement rester à Old Trafford, et la direction et OGS souhaitent que le Français prolonge l'aventure. Qu'est-ce qui cloche ? Comme souvent, c'est au niveau de l'agent qu'il y a un souci, avec un Mino Raiola qui mène la vie dure à l'état-major des Red Devils. L'agent italien se montre intransigeant dans les négociations et va tout faire pour obtenir le meilleur salaire possible pour son protégé. Comme l'explique le Daily Mirror ce week-end, celui qui gère aussi les intérêts de Zlatan Ibrahimovic et de Mario Balotelli, entre autres, commence un peu à fatiguer la direction mancunienne. Il réclamerait ainsi des émoluments de 1,3 millions d'euros mensuels pour le champion du monde. Des émoluments que tout le monde n'est pas prêt à lui offrir au sein de la cellule dirigeante mancunienne. Du côté de Manchester United, on craint aussi que Raiola joue la montre pour que son joueur puisse signer libre de tout contrat là où il le souhaite dans un an, permettant aux deux hommes d'empocher une belle somme à la signature.

Le média rajoute que les Mancuniens n'ont aucune intention d'être pris en otage par l'agent du joueur, d'autant plus que la situation financière est loin d'être évidente en ce moment à cause de la crise du covid. Les autres clubs européens susceptibles d'attirer le joueur traversent également des grosses difficultés, plus importantes mêmes pour certains, ce qui rétablit le rapport de force en vue d'un transfert cet été. Affaire à suivre... **R. S.**

ANGLETERRE

Leicester vient à bout de Chelsea et remporte la FA Cup

Grâce à un tir canon de Youri Tielemans, Leicester a réussi à faire déjouer Chelsea (1-0) et s'offre la première FA Cup de son histoire.

La finale de FA Cup est toujours un évènement en Angleterre. Elle prenait même une allure exceptionnelle cette année car 21 000 spectateurs assistaient à ce Leicester-Chelsea très indécis. Respectivement 3e et 4e de Premier League, les deux équipes arrivaient en forme dans un Wembley qui n'a jamais été aussi bruyant depuis 14 mois. C'était aussi l'opportunité pour les deux entraîneurs de soulever un premier trophée en Angleterre, eux qui ont déjà garni leur armoire ailleurs, en Ecosse pour Rodgers, en Allemagne et en France pour Tuchel. Le Nord-Irlandais couchait un 3-4-3 sur sa feuille de match avec Fofana en défense, Tielemans et Ndidi dans l'entrejeu, et Perez en soutien du duo Iheanacho-Vardy.

Les Blues partaient sans doute légèrement favoris dans ce duel et se permettaient d'envoyer Kepa dans le but, Marcos Alonso dans le couloir gauche ou encore Ziyech plutôt qu'Havertz. Ils prenaient rapidement le contrôle du ballon sans toutefois réussir à se montrer à leur avantage dans le jeu. L'international marocain n'était pas en réussite et courait souvent après de longs ballons (11e, 13e), Mount bonifiait trop rarement le cuir (23e) et Werner tentait des choses dans son coin (27e). Comme souvent, les Foxes répondaient par des contres rapides, à l'image de cette reprise de Vardy (16e), ou sur de très rares coups pied arrêtés avec Soyuncu (20e). Il manquait une étincelle pour faire basculer cette finale.

Chelsea s'est manqué

Elle a bien failli arriver à la demi-heure de jeu mais ni Werner, ni Azpilicueta, trop courts, ne pouvaient reprendre ce bon centre de Thiago Silva (30e). Chelsea poussait en cette fin de première mi-temps où Fofana gagnait en confiance, et commençait à écœurer les attaquants adverses, surtout après la sortie sur blessure d'Evans (34e). Seulement, Werner était toujours



muet dans la zone dangereuse (44e). Il en fallait beaucoup plus pour impressionner des Foxes bien en place, à défaut d'être brillants. Tielemans se montrait à la hauteur de l'évènement à l'inverse de Ndidi, Vardy ou encore Iheanacho. La seconde période repartait sur les mêmes bases, rendant la rencontre très crispante avec le chrono qui défilant irrémédiablement.

«Le temps n'a pas le temps», philosophait Thierry Henry. Il a sans doute dû faire passer le message à son ancien joueur. Après une mauvaise relance de Reece James, Thomas décalait Tielemans dont la lourde frappe de 25 mètres terminait au fond des filets d'un Kepa impuissant (1-0, 63e). Secoués, les Blues tentaient de revenir avec les entrées de Chilwell, Pulisic (68e), puis Hudson-Odoi, Havertz (75e) et Giroud (82e). Chilwell manquait de peu de jouer un mauvais tour à son club formateur avec cette tête à moitié sur le poteau et dans le gant de Schmeichel (78e). L'international danois entrait même dans son quart d'heure de folie en dégoûtant Mount et sa demi-volée que le stade voyait déjà au fond (87e).

LA VAR A JOUÉ UN RÔLE

Chelsea se lançait à l'abordage de la surface adverse et pensait enfin égaliser sur ce long ballon de Thiago Silva dans le dos de la défense. Chilwel devançait tout le monde et profitait de la mésentente entre Schmeichel, Soyuncu et Morgan pour marquer de manière involontaire (90e).

Les supporters des Blues explosaient de joie, alors que ceux de Leicester se tenaient la tête entre les deux mains. C'était sans compter sur le VAR. Chilwell semblait en effet hors-jeu pour un rien au départ de l'action et l'arbitre refusait finalement le but. Scénario inverse en tribune, l'ascenseur émotionnel est immense. Les Foxes tenaient bon cette fois et s'imposer 1-0 pour soulever la première FA Cup de leur histoire.

NBA

LES LAKERS ET LEBRON S'OFFRENT UNE «FINALE» POUR ÉVITER LES BARRAGES

AVEC LeBron James de retour, les Lakers, champions en titre, ont gagné à Indiana (122-115) samedi et peuvent encore directement se qualifier pour les play-offs à l'Ouest, New York pouvant pour sa part encore les disputer en tant que tête de série N.4 à l'Est. A l'Ouest, Phoenix s'est imposé face à San Antonio (140-103) et vise encore la première place détenue par Utah.

En ce jour d'intronisation à titre posthume de Kobe Bryant au Hall of Fame, L.A. avait surtout la tête à s'imposer chez les Pacers, condition sine qua non pour espérer éviter les barrages. Mission pas toujours simple, mais accomplie (122-115). La même devra être remplie dimanche pour le dernier match de la saison régulière à La Nouvelle-Orléans, en espérant que Portland perde contre Denver. Sinon ce seront bien les Blazers qui finiront 6es et iront directement en play-offs.

En attendant, les Lakers ont eu la grande satisfaction de voir revenir LeBron James (24 pts, 8 passes, 7 rbds) en forme et manifestement enfin débarrassé de son entorse à la cheville qui l'avait fait manquer d'abord 40 jours, puis une semaine de plus après un retour non concluant. C'est lui qui a achevé de repousser les Pacers avec six points d'affilée inscrits dans les deux dernières minutes.

Fournier et Hayes cartonnent, Davis relance les LakersFournier et Hayes cartonnent, Davis relance les Lakers

A ses côtés, Anthony Davis a montré qu'il se rapprochait de son meilleur niveau (28 pts, 10 rbds, 5 passes), soutenu à l'intérieur par Andre Drummond (11 pts, 15 rbds, 2 contres), Dennis Schröder (14 pts) renouant aussi avec le terrain après sept matches manqués (protocole Covid-19). L'alchimie reste évidemment à parfaire, mais au complet, le mors au dent, les Californiens ne seront pas bons à prendre, que ce soit en barrage ou au 1er tour des play-offs.

Les Pacers, qui ont fait l'accordéon au score sans jamais pouvoir inverser la situation, malgré Caris LeVert (28 pts, 12 passes), glissent à la 10e place de dernier barragiste à l'Est.

Déjà qualifiés pour les play-offs, une première depuis huit ans, les Knicks peuvent finir tête de série N.4 à l'Est, après leur victoire aux dépens de Charlotte (118-109) après prolongation. Les New-Yorkais devancent Atlanta (5e) et Miami (6e). S'ils battent Boston dimanche, ils cimenteront pour de bon leur position.

Julius Randle, auteur d'un triple-double (33 pts, 13 passes, 10 rbds), a été prépondérant dans le 40e succès de la saison de son équipe, même si ce sont deux paniers derrière l'arc d'Alec Burks (14 pts) et Reggie Bullock (17 pts) qui ont été décisifs dans l'»overtime». Malgré ce revers, les Hornets restent en 8e position. Mais pourraient la céder aux Wizards (9es), s'ils perdent dimanche à Washington. Le vainqueur affrontera en barrage Boston (7e) qui a battu Minnesota (124-108) grâce à Jayson Tatum (26 pts) et Evan Fournier (18 pts).

BROOKLYN A SON DESTIN EN MAIN

Les Nets ont aisément disposé de Chicago (105-91) et une victoire leur suffira dimanche contre Cleveland pour finir tête de série N.2 à l'Est. Seule une défaite, conjuguée à un succès de Milwaukee à Chicago, les en empêcherait, les Bucks ayant disposé de Miami (122-108). Face aux Bulls, le «Big 3», Kevin Durant (12 pts, 9 rbds, 6 passes), James Harden (5 pts, 7 passes) et Kyrie Irving (22 pts) a débuté en même temps. C'était la 7e fois seulement cette saison. A une semaine des play-offs, il leur faut surtout réapprendre à bien jouer ensemble.

Question automatismes, Milwaukee n'en manque pas puisque sept joueurs ont marqué entre 11 et 21 points face au Heat, shootant à 53% de réussite. Les Floridiens, qui ont pu compter sur un excellent Kendrick Nunn (31 pts), étaient privés de Jimmy Butler (dos). S'ils battent Houston dimanche et que New York cède contre Boston, ils finiront tête de série N.5.

A l'Ouest, Phoenix (2e) a étrillé San Antonio (140-103), grâce à Devin Booker (27 pts) et peut encore finir tête de série N.1. Il lui faudra s'imposer dimanche dans son «rematch» chez les Spurs et espérer que Utah perde à Sacramento.

HORAIRES DES PRIÈRES

	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
ANNABA	03:36	12:26	16:16	19:36	21:09
CONSTANTINE	03:43	12:30	16:19	19:40	21:12
ALGER	03:55	12:45	16:34	19:55	21:28
OUARGLA	04:06	12:36	16:16	19:35	20:59
CHLEF	04:05	12:52	16:40	20:00	21:32
MOSTAGANEM	04:11	12:57	16:45	20:05	21:36
ORAN	04:15	12:59	16:47	20:07	21:38

LE JEUNE
INDÉPENDANT

N° 6993 – LUNDI 17 MAI 2021

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Météo

	Maximales	Minimales
Alger	27°	15°
Oran	27°	17°
Constantine	31°	14°
Ouargla	42°	26°

CONSEIL DES MINISTRES

RÉOUVERTURE PARTIELLE DES FRONTIÈRES DÉBUT JUIN

Le Conseil des ministres, réuni dimanche sous la présidence du président de la République, M.Abdelmadjid Tebboune, a approuvé une décision relative à la réouverture des frontières «dès début juin prochain», indique un communiqué du Conseil des ministres.



Un plan de cinq vols quotidiens de et vers les aéroports d'Alger, de Constantine et d'Oran a été proposé pour marquer la réouverture des frontières, fermées depuis plus d'un an, et ce, dans le «strict respect» des mesures préventives contre le coronavirus (Covid-19). «Après avoir entendu un exposé du Premier ministre sur l'activité du gouvernement lors des deux dernières semaines, et après la présentation des recommandations de la réunion consacrée, hier, à l'examen des mécanismes appropriés pour organiser l'opération d'ouverture des frontières aériennes et terrestre, le Conseil des ministres a approuvé des propositions en faveur d'une ouverture partielle des frontières terrestres et aériennes algériennes dès début juin», souligne le communiqué.

L'ouverture partielle des frontières se fera avec «une moyenne de cinq vols quotidiens de et vers les aéroports d'Alger, de Constantine et d'Oran», ajoute la même source, mettant l'accent sur la nécessité de «respecter rigoureusement les mesures préventives». Selon la même source, un autre communiqué précisant les conditions d'organisation de cette ouverture sera diffusé «dans une semaine»

Jeudi dernier, le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid, avait indiqué que le Comité scientifique avait donné son aval pour la réouverture des frontières. «Nous avons mené une étude et donné des instructions, selon les orientations du Comité scientifique, en vue d'autoriser prochainement l'entrée des Algériens et des étrangers sur le territoire national, mais dans le cadre de mesures très strictes», a-t-il déclaré, avant d'ajouter : «Les personnes entrant en Algérie, ressortissants ou étrangers, devront présenter, à leur arrivée, un test PCR de moins de 36 heures, et se soumettre à des tests que nous estimons fiables».

La fermeture des frontières depuis mars 2020 a causé de nombreux de désagréments et des drames aux algériens, notamment ceux résidants à l'étranger. Beaucoup ayant perdu des parents n'ont pu rejoindre le pays pour assister à leurs enterrements, suscitant détresse et frustration chez eux.

Si la décision est saluée par des Algériens de l'étranger qui ont exprimé leur soulagement, d'autres n'ont pas hésité à critiquer la décision des autorités algériennes qui ont opté pour une fermeture des frontières depuis le 17 mars 2020, et surtout pour la suspension des vols de rapatriement depuis le 1er mars passé. Selon eux, un protocole sanitaire strict aurait pu remplacer cette mesure «radicale».

Nassim Mecheri

TRAFIC DE DROGUE

Arrestation de 632 individus impliqués dans différents affaires

LES SERVICES de la Sûreté nationale ont procédé, durant le 1er trimestre 2021, à l'arrestation de 632 individus impliqués dans des affaires de consommation et de trafic de drogue et de détention d'armes blanches, indique dimanche un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN). La même source fait état, dans ce sens, de 2384 interventions durant la période considérée grâce aux caméras de surveillance installées au niveau des wilayas d'Alger, Oran, Blida, Constantine, Sétif, Annaba et Ghardaïa. Le suivi en temps réel depuis les salles des opérations de Sûreté de wilayas en coordination avec les services opérationnels a permis l'identification et l'arrestation de 632 mis en cause dans des affaires de consommation et de trafic de drogue et de détention d'armes blanches. Durant la même période, les services de la Sûreté nationale ont enregistré, par ailleurs, 284 interventions pour vol ou tentative de vol, 451 pour altercation sur la voie publique et 781 pour des accidents de la circulation (matériels et corporels). Les interventions ont permis, en outre, de déjouer 38 tentatives de suicide et de secourir 198 individus en danger physique et moral, conclut le communiqué.

Les services de Sûreté d'Alger ont élucidé durant le mois du Ramadhan dernier 1047 affaires liées à la drogue et aux psychotropes, a indiqué samedi le bilan de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN).

Par ailleurs, les services de la Sûreté d'Alger ont élucidé durant le mois du Ramadhan dernier 1047 affaires liées à la drogue et aux psychotropes impliquant 1074 personnes, a précisé la même source ajoutant que ces opérations ont permis de saisir 08 kg et 780 grammes de cannabis, 4506 comprimés psychotropes, 05,7 grammes de cocaïne et 25 gramme d'héroïne. Les mêmes services ont enregistré 248 affaires de port d'armes blanches impliquant 248 individus. Ces opérations ont permis de saisir 3030 armes blanches de différents types et calibres.

La Sûreté d'Alger a traité 1295 affaires qui se sont soldées par l'arrestation de 1322 individus et le placement en détention provisoire de 87 personnes.

La DGSN a fait état de l'organisation de sorties sur terrain de sensibilisation sur les règles de sécurité routière et du respect du protocole sanitaire lié à la prévention de Covid-19. Les mêmes services se sont rendus dans les différents établissements hospitaliers, et ce, dans le cadre des actions de solidarité et d'entraide à l'occasion de l'Aid El-Fitr.

S. N.

AGRESSION SUR LES TRAINS

Poursuites judiciaires contre les auteurs

LA SOCIÉTÉ nationale des transports ferroviaires (SNTF) a regretté des comportements «inadmissibles» de la part de jeunes adolescents qui ont entravé samedi la circulation des trains à Alger, assurant que ses services ont déjà entamé les procédures de poursuites judiciaires envers ces individus, a indiqué dimanche un communiqué de la Société. «La Société nationale des transports ferroviaires a enregistré avec regret, durant la journée du samedi 15 mai 2021, au niveau de la halte du caroubier (Alger), des comportements inadmissibles de la part de jeunes adolescents qui ont entravé la circulation des trains vers les gares d'El Affroun et de Zeralda, en actionnant abusivement les signaux d'alarme, ce qui a empêché le redémarrage du train et a engendré des perturbations dans la circulation des autres trains durant toute l'après-midi du samedi», a expliqué la Société.

En plus, ajoute la même source, «ces jeunes se sont pris aux trains par un caillassage causant le bris de plusieurs vitres et des dommages importants au train». A cet effet, la SNTF a interpellé «les parents de ces jeunes à prendre leurs responsabilités envers leurs enfants», souligne le communiqué, ajoutant que les services concernés de la société «ont déjà entamé les procédures de poursuites judiciaires envers ces individus, sur la base des enregistrements vidéos des caméras installées dans les trains».

La SNTF a appelé, par ailleurs, «au civisme de nos concitoyens et son aimable clientèle pour préserver les trains et les installations ferroviaires qui sont la propriété de tous les Algériens».

S. N.

BAC ET BEM

Début de l'opération de retrait des convocations hier

LES CANDIDATS aux épreuves officiels du cycle moyen (BEM) et secondaire (bac) session 2021 ont commencé, à partir d'hier, à retirer leurs convocations via le site électronique de l'Office national des examens et concours (ONEC), a annoncé le ministère de l'Education nationale.

L'opération de retrait des convocations pour les candidats du bac et du BEM a ainsi débuté hier et se poursuivra jusqu'au 17 juin prochain pour les candidats du cycle moyen via le site www.bem.onec.dz. Quant au retrait des convocations pour les candidats du baccalauréat, il s'effectuera du 16 mai au 24 juin sur le site de l'Office national des examens et concours (ONEC) via le lien https://bac.onec.dz. Les candidats ayant perdu leurs convocations seront autorisés à retirer une autre copie durant la période des examens officiels.

Il convient de rappeler que le ministère de l'Education nationale avait annoncé le 19 avril dernier, dans un communiqué publié sur sa page Facebook, les dates de retrait des convocations pour les candidats aux épreuves de la cinquième, du BEM et du baccalauréat 2020-2021. Les candidats ayant perdu leurs convocations ont le droit de passer ces examens à «titre conservatoire», à condition de présenter leurs convocations, au plus tard le dernier jour des épreuves, a-t-on appris auprès du ministère. Il serait utile de rappeler que l'épreuve de la 5e se déroulera le mercredi 2 juin 2021. En ce qui concerne l'examen du brevet d'enseignement moyen, il se fera en trois jours, du mardi 15 juin au jeudi 17 juin 2021, informe l'organisme.

Les bacheliers, pour leur part, devront passer leurs examens sur une période qui durera cinq jours, soit à partir du 20 juin.

Pour garantir les conditions nécessaires et sécuriser le déroulement des examens, au cœur même des préoccupations des pouvoirs publics, notamment en ce contexte sanitaire de pandémie, le ministère de l'Education nationale s'engage, cette année encore, à déployer les moyens matériels et humains à même de garantir aux candidats aux différentes épreuves de fin de cycle, à savoir les cycles primaire, moyen et secondaire, les conditions nécessaires pour le bon déroulement des examens.

Lynda Louifi